

43 La politique à nouveau en mouvement ?

43.o Résumé : après l'arrêt de la vie politique

Les élections du printemps de 2002 ont confirmé de façon spectaculaire les blocages de notre vie politique. Peu après ces élections, le nouveau Premier ministre reconnaissait que « les Français et les Françaises ont dit leur mécontentement. L'impuissance politique a généré l'exaspération populaire. L'abstention à ce niveau n'est plus de l'indifférence mais de la défiance. Un grand nombre de Français ont reproché à la République de ne plus tenir ses promesses de liberté, d'égalité et de fraternité. » (1)

Les Français se réconcilient avec la vie politique, celle-ci va-t-elle se remettre en mouvement ? Imaginons qu'en France les relations sociales s'adaptent à notre temps de façon plus fluide ; que des visions puérides — l'État est tout puissant, les entreprises sont prédatrices, l'emploi est rare — qui nous ont conduits à tant d'actes manqués perdent de leur force ; que les initiatives locales, témoignant du désir de nombreux citoyens de s'engager dans la vie collective, se multiplient : la vie politique pourrait-elle sinon précéder ces mouvements du moins cesser de les entraver ? Pourrait-elle les accompagner, en faisant évoluer le droit et les institutions ?

Il est certes aisé de critiquer nos formations politiques, et nous le ferons. La droite n'est-elle pas prisonnière de ses nostalgies et la gauche de ses utopies ? N'ont-elles pas, l'une et l'autre, des clientèles attachées au *statu quo* ? La gauche comme la droite intègrent-elles assez, dans leurs réflexions, ce « grand mouvement d'individualisation qui constitue une des tendances lourdes de la société contemporaine » (2) ? L'une et l'autre ne sont-elles pas dominées par des membres de la fonction publique qui tendent, par un mouvement qui leur est naturel, à accroître les pouvoirs de l'État central ? Les Français étant très peu nombreux à adhérer à des partis politiques, ceux-ci se sont tournés vers l'État pour qu'il finance leur fonctionnement et leurs campagnes. Ces partis accomplissent-ils les missions de service public qui justifieraient les subventions qu'ils reçoivent ?

1 Jean-Pierre Raffarin, déclaration d'investiture, 5 juillet 2002.

2 René Rémond et Marcel Gauchet, un échange, *Le Débat*, septembre - octobre 2002.

On était en droit de penser que la trop grande homogénéité des origines et des formations académiques de nos leaders, la présence prolongée au pouvoir de la majorité d'entre eux comme les cumuls de mandats, les rendaient incorrigiblement conservateurs. Ne visaient-ils pas, par des négociations aussi discrètes que possible, à conserver les choses en l'état, leur apanage compris ? Depuis le printemps de 2002 on est en droit de se demander si le gouvernement de Lionel Jospin n'a pas marqué le zénith du système exploité par les héritiers de De Gaulle et de Mitterrand ? Si tant d'électeurs sont nomades, votant tantôt à droite, tantôt à gauche, mettant un bulletin dans l'urne ou s'abstenant (voir le **graphique 1** en fin de document) si chaque élection législative a correspondu à un changement de majorité ce n'est sans doute pas que les électeurs sont devenus volages et indifférents. Ils manifestent leur scepticisme à l'égard du personnel politique et d'un comportement qu'ils jugent, sans doute, inadapté à notre époque. Alors ? Les choses ont-elles quelques chances d'évoluer ?

43.1 La Gauche encore divisée et toujours jacobine	page 3
43.2 Le retour d'une droite largement regroupée	page 8
43.3 Les extrêmes dans notre vie politique	page 10
43.4 Un nouveau contrat plutôt qu'un vieux modèle ?	page 15

Les graphiques mentionnés dans le texte ainsi qu'une table des matières détaillée se trouvent à la fin du chapitre.

43.1 Une Gauche encore divisée et toujours jacobine

« La misère chargée d'une idée est le plus redoutable des engins révolutionnaires » avait prophétisé Victor Hugo. (1) Le socialisme n'avait-il pas grandi avec une classe ouvrière dont l'existence était terrible ? Elle avait été convaincue que l'appropriation collective des moyens de production serait bénéfique et permettrait de faire disparaître la misère. Mais aujourd'hui, ladite classe voit ses effectifs décliner et elle n'est plus rassemblée dans de grands bassins industriels ; elle reconnaît, non sans peine, que le collectivisme a échoué. Dans le même temps, les minorités de notre époque, sociales mais aussi culturelles et ethniques, ne sont pas parvenues à transformer leurs demandes en un autre projet politique. Alain Touraine (2) a souligné le risque auquel les démocraties de l'Union européenne ont été exposées et qu'elles n'ont pas évité lorsqu'elles ont eu des majorités de gauche (ce qui, en 1998 était le cas de onze sur les quinze pays de l'Union) : être plus sensible aux intérêts de la vaste classe moyenne qu'à la minorité des plus déshérités, quelque dix pour cent en France. (3)

En 1929, Sigmund Freud observe les élans quasiment religieux qui portent les communistes, comme ils avaient porté les révolutionnaires de 1789, et publie *L'avenir d'une illusion*. Une large partie de la gauche européenne le rejoindra dans les doutes qu'il formule à l'égard des utopies révolutionnaires ; les modérés de la gauche, majoritaires en Europe, inventeront une social-démocratie qui acceptait le capitalisme tout en entendant l'encadrer. La gauche française continuera-t-elle à préférer ses rêves — le « socialisme à la française » ou la « rupture avec le capitalisme » — à la prise en compte des réalités ? Alors que l'Allemagne pratique la cogestion dans l'entreprise, sa « seule évocation continue à hérissier une partie de la gauche politique ou syndicale française. » (4) Du côté politique, on continue à miser sur les ruptures par la loi plus que sur les négociations. « Le fond culturel de la majorité plurielle ne la conduit pas à faire du développement de la négociation collective un levier stratégique. Une telle attitude favorise le développement

1 Cité par Dominique Strauss-Kahn, *La flamme et la cendre*, Grasset, 2002.

2 Alain Touraine, *Comment sortir du libéralisme ?* Fayard, 1999.

3 Voir le chapitre 35.

4 Dominique Strauss-Kahn, *op.cit.*

des logiques catégorielles. » (1) Nombre de leaders socialistes — Lionel Jospin, Julien Dray, Harlem Désir, Pierre Moscovici, Jean-Luc Mélançon, Jean-Christophe Cambadélis (2) — ont connu une étape trostkyste plus ou moins longue. Du côté syndical, le panorama français s'est encore compliqué avec l'apparition des syndicats Sud à la fois très contestataires et très corporatistes. Il est vrai, et on l'a rappelé au chapitre 41, que du côté des entreprises les blocages ne manquent pas non plus.

Croyant ou faisant semblant de croire aux vertus de l'appropriation collective du capital, la gauche avait, lorsqu'elle était revenue au pouvoir, massivement nationalisé. Dès 1983, les réalités lui sautaient à la face et, en 1984, François Furet publie *Le passé d'une illusion* ; il se risque à prévoir un terme à « l'exception française » et pressent l'échec final, non seulement de l'URSS et du communisme, mais encore de l'idée même de Révolution dont le mythe est resté si fort dans l'esprit de tant de nos concitoyens. Les études d'opinion conduites en Europe (3) montrent en effet que les Français se rapprochent des Espagnols et des Portugais en se distinguant des Européens du Nord, par leur méfiance à l'égard de la concurrence et leur volonté de continuer à réduire par l'impôt les grandes inégalités de revenu. Le mythe du changement par des lois révolutionnaires aura empêché l'élaboration pragmatique des réformes sociales. « La réforme devient impraticable à cause des représentations idéologiques, des fantômes de guerres de religion, du maintien artificiel d'une culture du conflit, de la prédominance du symbole sur le principe de réalité, de l'angoisse d'être accusé de pactiser avec le diable. » (4)

Dans les années quatre-vingt-dix, la gauche affichait bien son ambition égalitaire traditionnelle, qui restait populaire, mais le troisième volet de notre site montre, clairement croyons-nous, qu'il s'agisse de l'éducation (**chapitre 31**), de l'emploi (**32**) ou de la santé publique (**34**) que cette ambition a couvert des politiques clientélistes plus favorables aux classes moyennes qu'aux plus défavorisés ou aux exclus. L'objectif des « 80 % de bacheliers » a suscité bien des espoirs puis provoqué maintes déceptions. Finalement une large étatisation n'est pas parvenue à améliorer la condition des moins favorisés.

1 Nicole Notat, *L'Express*, 17 mai 2001.

2 Daniel Bensaïd, *Les Trotskysmes*, PUF, 2001.

3 Voir, par exemple, Jean-François Tchernia, Les valeurs économiques des Européens, *Futuribles*, juillet-août 2002.

4 Nicole Notat, in *Notre État*, Robert Laffont, 2001.

« Les nationalisations ont eu un rôle bien modeste par rapport à l'ambition qui les justifiait » (1)

« La vérité de la crise n'est pas celle du capitalisme mais celle de la critique du capitalisme. » (2) En 1983, François Mitterrand en optant pour l'Europe condamnait sans le dire le socialisme à la française et, en 1984, la laïcité, telle qu'elle était présentée, était apparue rétrograde. Dès lors, la gauche n'a plus de projet central et à certains moments de vérité ses leaders le reconnaissent : « le révolutionnarisme est derrière nous. Il n'y a pas de modèle alternatif. [...] Comme système, le socialisme n'existe plus. Et d'abord, comme système de production. Pour ce qui concerne la création de richesses et l'allocation de ressources, la supériorité du marché sur la planification s'est montrée incontestable. » (3) « Nous sommes prisonniers d'idées anciennes, paresseux devant l'analyse d'un monde qui tourne trop vite, butés dans des schémas marxistes fatigués qui poussent à l'addition de réformes sociales sans imagination et à un égalitarisme stérile. » (4) Aussi bien, entre 1997 et 2001, la majorité de gauche a-t-elle approuvé, communistes compris, un substantiel programme de privatisations comprenant, notamment, France-Télécom et Air France (il est vrai que de telles mesures donnaient des ressources qui évitaient de remettre en question la gestion coûteuse et peu efficace du secteur public).

Lionel Jospin, face aux réductions d'emplois annoncées par Michelin, fut sans voix. Sa formule « oui à l'économie de marché, non à la société de marché » sonne haut mais son contenu reste parfaitement obscur. En 2002, des socialistes ont reconnu (5) que la culture du « Ni Ni », chère à Lionel Jospin (6) était totalement insuffisante. Alors que la gauche était au pouvoir, les propositions les plus nouvelles de réforme de la machine sociale ne sont-elles pas venues du MEDEF ? Le gouvernement qui fut aux affaires de 1997 à 2002 a fini par ne faire apparaître qu'une ambition : celle d'assurer le primat du « politique » (c'est-à-dire du personnel politique) sur l'économie ; de l'édit sur la négociation ; de l'évocation des mesures mythiques du passé, telles les 40 heures du Front populaire, sur la façon dont fonctionne l'économie concurrentielle. Ce furent les vrais

1 Martine Aubry, *Le choix d'agir*, Albin Michel, 1994.

2 Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 2000.

3 Lionel Jospin, Florence, 22 novembre 1999.

4 Bernard Kouchner, *Le premier qui dit la vérité*, Robert Laffont, 2002.

5 Alain Bergounioux, Claude Evin, Alain Richard, Michel Sapin, Bernard Soulage, *Le Monde*, 21 juin 2002.

6 Erik Izraelewicz et Christine Mital, *Monsieur Ni-Ni*, Robert Laffont, 2002.

motifs des textes irréalistes, par leur substance comme par leur mode de discussion, qui entendirent imposer les 35 heures. Aucun débat de fond n'a été engagé par la gauche plurielle en dehors du PACS et de la Couverture Maladie Universelle ; encore débouchèrent-ils sur des constructions boiteuses. « Les socialistes n'ont pas su élaborer les outils d'analyse et d'action face à la montée du chômage et de l'exclusion. » (1) Est-il un projet convainquant sans analyse approfondie des réalités ?

A contrario, « rien d'efficace n'a été fait pour conduire une réelle stratégie de lutte contre les discriminations sociales dans les banlieues » (2) et Lionel Jospin a reconnu qu'il avait eu la naïveté de croire qu'une diminution du chômage réduirait les phénomènes d'exclusion et les violences qui les accompagnent. La lutte contre l'analphabétisme, difficile, n'a pas été conduite avec assez de vigueur et d'imagination ; la formation professionnelle n'a pas été renouvelée. Bien que ceux des immigrés d'Afrique du Nord qui votent le fassent en majorité en faveur de la gauche, celle-ci ne leur a guère fait de place sur ses listes de candidats : aux élections législatives de 2002, à peine plus de 1 % des candidats était d'origine d'Afrique du Nord ou du reste de ce continent. « Le fossé entre le pouvoir politique et la société commence à se creuser dangereusement. N'est-ce pas ce que nous disent les jeunes dans les quartiers ? » (3)

« Tandis que les partis d'Europe du Nord se constituaient en énormes machines militantes, tissant des liens étroits avec des syndicats puissants et une économie sociale étendue, le Parti socialiste français, coupé des syndicats ou du secteur mutualiste, et mobilisant un très faible nombre de militants — 150 000 militants déclarés mais 60 000 actifs seulement au PS (4) — est resté essentiellement une organisation d'élus entourés d'aspirants à l'élection. » (5) Il est devenu plus centriste et conservateur que populaire et novateur. Les analyses électorales ont montré qu'il avait gagné des électeurs chez les cadres mais qu'il n'avait plus guère de soutien chez les plus défavorisés. Chez « les électeurs les moins diplômés et qui ont des revenus modestes, Lionel Jospin est nettement devancé par Jacques Chirac. » (6) La défense des avantages acquis le préoccupe plus que

1 Martine Aubry, *op.cit.*

2 Noël Mamère, *Le Monde*, 22 août 2002.

3 Dominique Strauss-Kahn, *op.cit.*

4 Arnaud Montebourg, *Le Monde*, 25 avril 2002.

5 Jean-Paul Fitoussi et Pierre Rosanvallon, *Le nouvel âge des inégalités*, Seuil 2000.

6 Jérôme Jaffré, *Le Monde*, 25 novembre 2000.

l'exclusion. Le parti communiste a bien du mal à survivre (voir le **graphique 2** en fin de document) et le parti socialiste perd ses bases populaires (**graphique3**).

Tout convie donc la gauche à une vraie reconstruction ; de son projet et de son électorat. Or, trois phénomènes pourraient favoriser l'évolution des formations de gauche. *Primo*, la prévalence des mythes historiques qui était devenue un vrai handicap — les 35 heures inspirées par les 40 heures — se comprenait avant tout dans le cadre de l'État-nation cher aux jacobins et aux « Républicains ». Pour ceux qui sont nés après 1960 l'État-nation n'a plus le contenu émotionnel voire lyrique qu'il avait pour maints aînés. (1) Ces derniers avaient connu la deuxième guerre mondiale et la Libération. L'histoire ne devient-elle pas, elle aussi, mondiale même si la nation reste une réalité puissante ? *Secundo*, si les signes enregistrés dans les toutes dernières années se confirment et que les « grandes écoles » et les grands corps de l'État perdent les positions dominantes qui ont été les leurs, il serait étonnant que le parti socialiste ne soit pas touché par le phénomène et, du coup, ne renouvelle pas ses équipes dirigeantes. *Tertio*, un regroupement de l'essentiel des forces de gauche est devenu sinon probable du moins logique. La défaite de la gauche au printemps de 2002 aura dû beaucoup à ses déchirements et à la dispersion des voix qu'ils ont provoquée ; le déclin du Parti communiste — « butte témoin d'une histoire morte » (2) — et l'inconsistance des verts ne pourrait-elle aider le Parti socialiste à opérer un regroupement (au risque d'opposer des leaders plus que des projets) ? L'exemple de maints pays européens voisins et, tout récemment, celui de l'UMP poussent également dans cette direction.

Demeure une grande faiblesse de la gauche française : par son attitude négative le syndicalisme français s'est marginalisé dans le secteur privé tandis qu'il prenait des accents exagérément corporatiste dans le secteur public. Notre gauche ne dispose donc pas d'un *hinterland* comparable à celui qui existe dans les démocraties du Nord de l'Europe. Au sein du parti socialiste allemand la moitié des membres sont actifs dans un syndicat et réciproquement.

1 Alain Miller, Tombeau de l'homme de gauche, *Le Monde*, 4 décembre 2002.

2 Max Gallo, *Le Débat*, septembre – octobre 2002.

43.2 Le retour d'une droite largement regroupée

Pendant que la gauche vacillait, la droite reprenait de la vigueur tout en se regroupant. Le phénomène n'est pas propre à la France. On voit, en effet, s'amorcer une véritable conjoncture politique européenne. Le balancier des opinions qui commande les alternances commence à évoluer de façon synchrone dans nombre de pays de l'Union. Reste que la droite française a ses spécificités. Autant que la gauche elle est très marquée par le « modèle français » ; les succédanés de la monarchie ne déplaisent pas à nombre d'électeurs ou d'élus. La formation dominante, le RPR, avait retrouvé plusieurs traits du bonapartisme, y compris la popularité auprès de citoyens peu fortunés. Déjà, la campagne électorale de Jacques Chirac avait, en 1995, cherché à les attirer en évoquant la « fracture sociale », sans que, pour la vaincre, elle ait été sérieusement analysée ni que des remèdes suffisants aient été proposés.

Grâce à l'Europe, la France a fait un énorme pas en avant dans le domaine économique bien sûr, mais, plus profondément sans doute, dans l'avancée vers un état de droit favorable à la paix et au respect des personnes. Cependant, le débat politique, en France comme dans la plupart des pays européens, garde un caractère très national. Qu'il s'agisse de la sécurité, des relations extérieures, de l'environnement, des transports, de l'immigration, de la fiscalité ou de la monnaie, l'action doit, de toute évidence, être conduite au plan européen ; pourtant, lors des élections de 2002, aucun candidat, aucune formation politique n'a proposé d'inscrire son programme dans une perspective franchement européenne.

Il est vrai que la conduite à tenir à l'égard de la construction européenne, sans faire exploser la droite française comme ce fut le cas en Grande-Bretagne, l'aura longtemps divisée. Non seulement une formation extrême l'a privée de nombreux électeurs mais le courant hostile à l'Europe aura été, pendant de longues années, majoritaire en son sein. Il aura fallu une génération pour que les réalités s'imposent, et que les « souverainistes » — Pasqua, Séguin, de Villiers — soient marginalisés. Et ce n'est pas un hasard si le gouvernement Raffarin est composé de personnes qui, en nombre, ont, à la fois, un fort penchant européen et une longue expérience locale, municipale ou régionale. On peut s'attendre à ce

que ce gouvernement fasse progresser aussi bien la construction européenne, dans la mesure où cela dépendra de lui, que la régionalisation. Quel succès s'il y parvient !

Que, le plus souvent, la droite n'ait pas eu de grand projet explicite n'est guère étonnant. N'est-elle pas conservatrice par vocation ? Misant aujourd'hui sur la décentralisation et sur la construction européenne, saura-t-elle faire avancer les choses en s'appuyant sur le bouillonnement d'initiatives locales auquel maintes personnalités de droite participent ? Saura-t-elle répondre à la demande des électeurs d'une plus grande sécurité sans verser dans la répression bornée ? Saura-t-elle analyser les causes d'une violence qu'elle a le courage de vouloir affronter ? Ne pas se contenter de lutter contre les manifestations de ceux que notre société aura si durement rejetés mais leur offrir des perspectives ?

Acceptera-t-elle les débats au point de les encourager ? Aidera-t-elle la France à sortir du règne de l'édit pour progresser sur la voie des négociations ? La droite centriste, celle de Jacques Chaban-Delmas, Raymond Barre, Édouard Balladur et, sans doute, de Jean-Pierre Raffarin, traditionnellement minoritaire, résistera-t-elle aux pressions de la droite plus traditionnelle ? La droite parlementaire, enfin, parviendra-t-elle à réintégrer dans son électorat suffisamment d'électeurs du Front National pour que celui-ci ne représente plus un danger ?

43.3 Les extrêmes dans notre vie politique

43.3.1 Extrême-droite

Petit commerçant, souvent ancien poujadiste, ou artisan mis à mal par la distribution moderne, grand bourgeois âgé, agriculteur qui voit se poursuivre, inexorable, la concentration des exploitations, ouvrier non qualifié ou relevant d'activités en déclin, déçus de la gauche venue au pouvoir : les électeurs du Front national (FN) (1) voient la France d'hier se défaire et maintes de ses valeurs contestées ; ils sont nettement plus pessimistes que le reste des citoyens (2). Inquiétude, péril, décadence et déclin ponctuent les propos des militants (3). Des enquêtes de terrain ont montré que le sentiment d'insécurité des électeurs du FN est plus fort dans les quartiers où les résidents ont un taux de chômage élevé que dans ceux qui connaissent le plus grand nombre d'actes violents. Beaucoup rêvent encore d'un paradis perdu : celui d'un État national, fort et monarchique, au lieu du régime des partis ; d'une société patriarcale vertueuse imposant sa loi, par la contrainte au besoin, à un monde qui, à leurs yeux, s'affaisse.

La construction européenne aura, en effet, joué son rôle dans le rassemblement autour de Jean-Marie Le Pen d'électeurs que les changements de leur univers blessaient et perturbaient. Ils n'étaient pas seuls en Europe. Dans plusieurs autres pays — Autriche, Belgique flamande, Hollande ou Danemark — des mouvements politiques extrêmes auront connu des poussées parfois fortes. Mais, dans ce secteur de l'opinion aussi, une conjoncture politique commune, le reflux, pourrait bien s'amorcer. L'Europe devient, chaque jour un peu plus, une réalité. Se battre contre elle apparaît de plus en plus irréaliste.

Fermer nos frontières aux produits et services est devenu utopique ; les clore à toute immigration va le devenir. La démographie française qui prévalait lors de la naissance du FN va, dans peu d'années, se transformer radicalement. On parlait de chômage massif, on évoquera de plus en plus les difficultés à remplacer ceux qui partent à la retraite.

1 Voir Pascal Perrineau, *Le symptôme Le Pen*, radiographie des électeurs du FN, Fayard, 1998.

2 Sondage Sociétal — BVA, novembre 1997.

3 71 % des électeurs du FN considèrent que la France est en décadence, contre 38 % pour l'ensemble des Français. Sondage CSA, *État de l'opinion 1998*, Seuil.

En 1998, le slogan du FN « ni de gauche, ni de droite », a pu étonner. Il n'était pourtant pas si nouveau qu'une formation d'inspiration fasciste trouve des appuis chez d'anciens électeurs de gauche. C'est bien ce qu'Adolf Hitler avait réussi à faire. En France, la nouvelle tactique du FN reflétait la composition d'un électorat dont une partie non négligeable désertait la gauche. En maintenant ses candidats aux élections de 1997 et en provoquant nombre de « triangulaires », le FN avait délibérément contribué à la défaite de la droite. Là où ses électeurs avaient dû reporter leurs voix, la moitié seulement l'avait fait en faveur de la droite, l'autre moitié se partageant entre un vote de gauche et l'abstention.

Si maints électeurs sont désireux, dans un premier temps, de manifester leur peur ou leur indignation en votant pour l'extrême droite, nombre d'entre eux savent fort bien que les propositions du FN — revenir au franc par exemple — ne sont pas réalistes. Voir le **graphique 4** en fin de document. La situation n'est pas très différente à l'extrême gauche.

43.3.2 Extrême-gauche

L'extrême-gauche, communistes inclus, n'a pas tort de reprocher aux gouvernements successifs, ceux de gauche compris, de ne pas s'être assez souciés de ceux que les évolutions contemporaines font souffrir.

Elle aussi critique, voire refuse, aussi bien la construction européenne et sa mise en cause des monopoles publics qu'une décentralisation énergétique. « La distinction entre la France qui accepte l'ouverture et celle qui prône le repli, apparue il y a une dizaine d'années, reste fondamentale. » (1) Les diplômés du supérieur sont favorables à la dévolution d'un pouvoir de décision accru à l'Union européenne ; les peu diplômés sont contre. Le remplacement du franc par l'euro a été approuvé par les détenteurs de hauts revenus et plus contesté par les autres. Le droit de vote des étrangers non européens est souhaité par la majorité des plus diplômés et rejeté par les autres. (2)

La France est le pays d'Europe où, de façon prolongée, des formations extrêmes auront joué le rôle politique le plus important. Aux élections présidentielles, jusqu'à celle de 1995, comme le montre le tableau ci-dessous l'audience des partis « extrêmes »,

1 Jérôme Jaffré, *Le Monde*, 25 nov 2000.

2 Sondages IPSOS et SOFRES cités par Jérôme Jaffré, *Le Monde*, 25 nov 2000.

a crû, faisant, *ipso facto*, régresser la représentativité du Président de la République. Le premier tour des élections présidentielles de 2002 n'a fait que prolonger cette tendance.

Élections présidentielles. (1)

<i>suffrages en %</i>	1974	1981	1988	1995	2002
candidats :					<i>1^{er} tour</i>
« institutionnels »	73	70	53	44	40
« protestataires »	4	8	23	27	22
divers					7
votes blancs *	23	22	24	26	31

* + nuls + abstentions + non inscrits

Certes, la cohabitation aura été une forme de ces rassemblements au centre qui, comme on l'a vu récemment en Autriche, constituait pour certains une incitation à voter aux extrêmes ou à s'abstenir ; certes, le scrutin majoritaire, limitant ou interdisant une représentation conséquente de minorités réelles au Parlement, peut renforcer la tentation de voter aux extrêmes. En 2002, toutefois, la force des abstentions et des votes protestataires aux premiers tours contraste avec la concentration des votes, au second tour des législatives, en faveur des candidats des deux grandes formations de droite et de gauche. Ce double mouvement ne reflète-t-il pas à la fois une assez grande maturité de la majorité de ceux qui votent mais aussi le désarroi d'une très forte minorité ?

Oui, la France est déchirée comme nous tentons de le montrer dans le chapitre 41. La « crise » que les Français disent connaître depuis le début des années soixante-dix et la fin des trente glorieuses, est plus sociétale qu'économique. Une concurrence renforcée, alors que la croissance a ralenti, a obligé le secteur privé à s'adapter de façon plus qu'énergique en provoquant d'innombrables souffrances dans de nombreuses catégories sociales. En même temps, l'État a été gouverné par des formations dominées par de hauts fonctionnaires qui, de droite ou de gauche, et en dépit de dépenses publiques croissantes, n'ont pas vraiment aidé, agriculteurs et mineurs de charbon mis à part, ceux qui étaient désemparés par les changements du monde. La gestion centralisée de nos « unités de base » — collège, hôpital, tribunal ou mairie — s'est avérée coûteuse et socialement peu efficace. L'exclusion a grandi dont souffre notamment une partie des immigrés ou de leurs descendants. Une large partie des habitants des banlieues n'a pas de représentation politique, ce qui accentue leur marginalisation dans la République.

1 Base de données GERI — INSEE — RGP sauf pour 2002 Alain Lancelot, *Commentaire*, été 2002.

Et pourtant : « qui croit encore à la révolution et qui la souhaite ? » (1) La grande majorité des jeunes, en tout cas, ne compte plus sur des mesures révolutionnaires ou sur une réforme générale de la société ; elle mise sur des actions ponctuelles. (2) Au-delà de violences endémiques qui ne sont pas prêtes à s'apaiser, une grande convulsion ne paraît pas le plus probable. Les citoyens gardent, en majorité, un réel sens social mais ils voient mal la façon de réformer notre énorme État-providence. (3) Beaucoup, on l'a vu, doutent de cette démocratie intermittente qui s'exprime dans les urnes pour être ensuite, trop largement, confisquée par une nouvelle noblesse d'État. Une démocratie d'opinion en temps réel tend à contester la démocratie représentative. Il serait sans doute erroné, en considérant les taux d'abstention aux élections — forts et croissants — que les Français se désintéressent des problèmes de la cité. Les manifestations de rue en faveur de l'école privée en 1984, celles de l'automne 1995, celles des jeunes après le premier tour des présidentielles de 2002 disent le contraire.

Des enquêtes européennes (4) montrent que dans les pays de tradition protestante la participation à la vie politique est plus grande que chez ceux qui relèvent de la tradition catholique. Cependant, si les Français sont moins « politisés » que les Danois ils le sont plus que les Espagnols ou les Italiens. Que le niveau d'éducation soit plus élevé dans l'Europe du Nord confirme notre sentiment que, dans un pays comme le nôtre, le niveau d'éducation élevé ne garantit pas, à soi seul, une démocratie effective ; mais il rend plausible une orientation dans cette direction. Le désintérêt pour la politique n'est-il pas dû, avant tout, à l'accaparement du pouvoir par une petite minorité et à son comportement ? Sur la durée, la participation des Français à la vie politique devrait retrouver un cours plus normal.

En Europe, les pays où l'intérêt pour la vie politique est le plus vif sont aussi ceux où les citoyens participent le plus à la vie des associations (voir le chapitre 41).

		<i>Europe</i>	<i>France</i>	<i>Espagne</i>	<i>Italie</i>	<i>Pays-Bas</i>	<i>Danemark</i>
Indice de politisation élevée	1990	46	41	26	33	65	57
	1999	45	40	27	39	72	60
% de participants à 2 associations & +	1990	26	19	7	14	65	50
	1999	22	14	10	18	78	54

1 Alain Touraine, *op. cit.*

2 Sondages SOFRES pour la FSU, *Le Monde* 21 Novembre 1999 et IFOP, *l'Humanité* 27 janvier 2000, cités par *Futuribles*, novembre 2000.

3 Lettre de la COFREMCA n° 51.

4 Pierre Brechon, Des valeurs politiques entre pérennité et changement, *Futuribles* juillet-août 2002.

Affadissement des programmes des partis de gouvernement, absence de débats face à l'opinion ont encouragé les abstentions et les votes aux extrêmes comme l'instabilité des majorités qu'on a constatée depuis 1981 : six élections législatives successives se sont traduites par six changements de majorité.

Et la démocratie française porte en elle un risque qui fut patent en 1968-1969 : le Président de la République dispose de pouvoirs considérables qui attirent sur lui la foudre par temps d'orage. Cette rémanence monarchique, qui va de pair avec un parlement infantilisé, fut maintes fois critiquée sans être réformée. « Georges Pompidou devait l'atténuer, il la perpétua. Valéry Giscard d'Estaing devait la libéraliser, il la cultiva. François Mitterrand devait l'abolir, il en usa et en abusa. » (1) Le raccourcissement à cinq ans du mandat présidentiel, qui a résulté de calculs à courte vue plus que d'une vision institutionnelle claire permettant de le faire coïncider avec une législature, va-t-il renforcer durablement la position du Président ?

1 Olivier Duhamel et Gérard Grunberg, *Commentaire*, automne 2001.

43.4 Un nouveau contrat plutôt qu'un vieux modèle ?

Notre site a braqué le projecteur sur nos survivances anachroniques — le « modèle français » — craignant qu'elles ne perdurent. On ne saurait oublier, en même temps, les forces et les fantastiques changements qui transforment la France.

43.4.1 Autre contexte

La France s'est ouverte au vent du large et continue à le faire. Rurale et coloniale hier, elle est devenue citadine et européenne. En stagnation, voire en régression, avant la seconde guerre, elle est devenue un des acteurs importants de l'économie mondiale. Par ses frontières largement ouvertes, par l'activité foisonnante de ses entreprises à l'étranger, par la présence des étrangers dans le capital de ses grandes sociétés, la France s'est immergée dans l'économie mondiale.

43.4.1.1 Une France tonique

Cette ouverture aux formes multiples a provoqué, dans le secteur privé essentiellement, des adaptations considérables. La vie professionnelle est devenue instable et l'emploi à vie une chimère. Les efforts et les sacrifices auront été énormes ; les résultats aussi. Le pays et ses citoyens se sont enrichis, matériellement et intellectuellement. Si leur histoire les encombre elle les enrichit aussi. Monuments, paysages et cuisine ne font pas seulement de la France la première destination touristique au monde. Ils constituent un fantastique trésor dont disposent ses citoyens.

Si l'avenir semble inquiétant, voire angoissant, à tous ceux qui n'ont pas accédé à des compétences ou ne partagent plus la foi religieuse ou politique de leurs anciens, les Français, en majorité, se disent heureux ; ils se sont notés ainsi, sur 10 : (1)

En %	1981	1990	1999
Entre 1 et 4	14	10	11
Entre 8 et 10	40	40	44

1 *Les valeurs des Français*, sous la direction de Pierre Brechon, Armand Colin, 2000.

Au travail, ils se disent, en majorité, satisfaits. C'est vrai non seulement des cadres supérieurs (7,7 sur 10 en 1999 contre 7,4 en 1990) mais aussi des employés (6,3 c. 6,0) et, surtout, des ouvriers non spécialisés (6,9 c. 5,6). (1)

Les comportements confirment ces tendances. Ainsi, les Français ont vigoureusement participé au mouvement de création de nouvelles sociétés du monde Internet (les *start-up*). Jadis assez casaniers, on les a vus, aussi, immigrer en nombre à Londres ou dans la Silicon Valley.

Pendant les vingt années, 1975-1995, baptisées par certains de « piteuses », le pessimisme avait régné en France et le mot de crise faisait florès. Dès 1964, au beau milieu des « Trente glorieuses », la natalité s'était mise à décliner. Or, en 1997 le mouvement s'est arrêté et quelque peu infléchi. On peut y voir le signe — durable ? — d'une confiance retrouvée dans l'avenir. Voir le **graphique 5** à la fin du chapitre.

Un autre signe qui pourrait aller dans ce sens est celui de notre vitalité dans le domaine culturel : « Partout, de Dunkerque à Banyuls ou de Lorient à Mulhouse ce ne sont que festivals de théâtre, de musique ou de danse, nouveaux musées, peintres d'avant et d'arrière-garde. » (2) Les Français, enfin, sont très actifs dans le domaine humanitaire qu'il s'agisse des organisations nées sur leur sol ou de la participation des citoyens aux campagnes qu'elles conduisent.

43.4.1.2 Autonomie et citoyenneté

Finalement, les Français ayant atteint un âge certain ne sont-ils pas exagérément inquiets ? Si des enquêtes d'opinion montrent nos concitoyens préoccupés du devenir de leur pays, les enquêteurs de la Cofremca, depuis qu'ils les écoutent, ne les ont jamais trouvés aussi toniques. Non pas euphoriques, mais confiants dans leur capacité à faire face aux événements, par leurs moyens propres plus qu'en recourant aux institutions. « Les moi évoluent plus vite que le nous ; les individus sont plus solides qu'on ne le croit parce qu'ils sont plus autonomes. Nous perdons nos évidences sans franchement nous porter plus mal. » (3) La représentation que nous avons de notre pays pourrait bien être, phénomène classique, en retard sur les faits : nos concitoyens ont, probablement, des comportements plus adaptés à leur époque que les concepts archaïques auxquels ils se disent attachés.

1 *Les valeurs des Français, idem.*

2 *Sociétal*, 1^{er} trimestre 2002.

3 Gérard Demuth, *Rien n'est plus pareil et ce n'est pas un drame*, Stock, 1997.

Trente ans après qu'eurent lieu les turbulences du printemps 1968, leur signification apparaît un peu mieux. La Sorbonne, a été l'épicentre d'un mouvement qui, après avoir bravé l'interdiction d'aller voir les filles, voulut faire sauter le « système ». « D'une certaine manière, le mouvement de mai 1968 a réussi à changer la vie : c'était son ambition. Il n'y est pas parvenu en s'emparant du pouvoir, mais en modifiant fortement les mentalités. Depuis, on ne se voit plus soi-même, on ne voit plus les autres de la même façon, hommes et femmes, parents et enfants, gouvernants et gouvernés, ceux qui ont une autorité, de quelque nature qu'elle soit et ceux sur lesquels elle s'exerce, ne se parlent plus, ne se considèrent plus de la même façon. Leurs relations ont changé, elles sont plus naturelles, moins composées, plus égales, moins hiérarchiques. » (1)

On a décrit (chapitre 13) le puissant mouvement d'autonomisation qui avait saisi les individus. « Redistribution radicale entre le public et le privé : tout ce qui relève de l'explication ultime, de la prise de position sur le sens de l'aventure humaine se trouve renvoyé du côté des individus, le collectif ne représentant plus un enjeu métaphysique en lui-même. » (2) « Il n'y a plus de rail vers le futur ; il n'y a pas de locomotive de l'histoire qui nous transporte vers l'avenir heureux ; le mythe du progrès comme nécessité historique est mort. » (3)

Cependant, les enquêtes montrent que le refus par nos concitoyens d'un contrôle social sur la vie privée est loin de s'accompagner du refus de règles dans la vie collective. Si les grands systèmes de valeurs, religieux ou politiques, ont vu leur influence explicite se réduire, les Français n'en sont pas moins désireux qu'existe une morale, devenue moins un absolu qu'une façon de définir un comportement dans une situation concrète. « Fais ce que tu veux dans ta vie privée, mais respecte l'ordre public. » (4)

Déclin de l'autorité « naturelle » des institutions et développement de l'autonomie des individus n'entraînent nullement un désir d'anarchie. Des violences de rues beaucoup plus nombreuses font scandale mais un progrès de l'état de droit plus discret se produit. Des violences cachées — femmes et enfants battus, incestes et viols ou bavures policières — qui se répétaient sans être sanctionnées sont désormais de plus en plus dénoncées et sanctionnées. Elles ne sont plus admises comme des fatalités finalement impunies. Les

1 Édouard Balladur, *Caractère de la France*, Plon, 1997.

2 Marcel Gauchet, *La religion dans la démocratie*, le débat, Gallimard, 1998.

3 Edgar Morin, in *Les clés du XXI^e siècle*, Unesco/Seuil, 2000.

4 *Les valeurs des Français*, *op.cit.*

auteurs de violences étant souvent d'anciennes victimes, on peut espérer que des enchaînements tragiques seront moins fréquents.

En attendant que soit supprimé le « parachute » qui permet aux fonctionnaires élus puis battus de retrouver leur emploi, trois autres facteurs pourraient apporter des changements dans le cours de notre vie politique. D'abord, l'accroissement du nombre des femmes élues en vertu de la nouvelle loi sur la parité (mais il a encore été modeste à l'issue des élections législatives de 2002) ; ensuite la limitation du cumul des mandats. Enfin, par la force des choses, le débat va s'ouvrir entre « jeunes » et « vieux », actifs et retraités.

43.4.2 Jeunes et vieux

L'opposition gauche/droite traditionnelle, ne repose plus sur des antagonismes entre des classes sociales bien typées, ni sur des affrontements idéologiques, voire religieux. Nombre de personnes partagent — voir le chapitre 32 — l'opinion majoritaire de la gauche lorsqu'il s'agit de l'emploi et celle de la droite en d'autres domaines. Les élus et les gouvernants seraient donc dans l'erreur s'ils pensaient avoir reçu un mandat général pour cinq ans.

On peut discerner trois traits nouveaux dans les relations entre jeunes et vieux. De tout temps, sans doute, les jeunes ont contesté les formes les plus autoritaires de la société auxquelles les plus anciens sont d'autant plus attachés qu'elles consacrent leur pouvoir. 1968 a eu beau accélérer l'évolution des rapports entre les personnes, le modèle français et ses références monarchiques ont beau être dévalorisés, des îlots de résistance, nombreux et forts, demeurent dans les familles, les administrations, les entreprises et les écoles. La revendication d'autonomie a, par exemple, été très présente dans les manifestations de lycéens de 1998.

Or, second élément, la contestation de l'autoritarisme et du style patriarcal se sent d'autant plus justifiée que les jeunes disposent d'un atout évident sur la majorité de leurs aînés. Ils maîtrisent mieux que la plupart d'entre eux certaines techniques modernes, informatiques en tête. Ils disposent, ainsi, pour quelques années, d'un avantage qui rend à leurs yeux les actes d'autorité encore plus injustifiés lorsqu'ils sont posés par des adultes

âgés qu'ils jugent volontiers, et trop rapidement bien sûr, ignares.

Enfin, « François Mitterrand savait faire défiler en accéléré, comme dans un clip, la grande geste de la gauche : 1789, 1848, 1936, les congés payés, le temps des cerises, les enfants dans les mines, Napoléon-le-Petit et le petit père Combes, Hugo et Gambetta, Dreyfus et Zola, Jaurès et Clémenceau. » (1) Les jeunes, plus européens que leurs parents, baignant dans un espace-monde plus que dans l'État-nation, sont beaucoup moins sensibles à ces évocations. Elles ne les mobilisent plus, alors que la crainte du racisme est capable de le faire. C'est peut-être cette évolution qui aura conduit la gauche à perdre des militants et des électeurs.

La combinaison de ces phénomènes pourrait bien contribuer au durcissement d'une confrontation que notre démographie rend, sans doute, inévitable. Le creux des naissances des années trente, suivi du *boom* des années quarante et cinquante puis d'un repli, ont permis de faire des retraités heureux de ceux qui sont nés avant la deuxième guerre. Mais nos montagnes russes démographiques préparent un très sérieux problème pour les années à venir (un chapitre de notre site, le numéro 33, est entièrement consacré aux problèmes posés par les régimes de retraite.)

Les intérêts d'une part de ceux qui, en nombre décroissant, seront au travail et cotiseront et, d'autre part, des retraités, dont le nombre augmente, seront, évidemment et pour de longues années, divergents. Pour maintenir de bonnes retraites pourra-t-on encore augmenter des cotisations (2) qui sont déjà parmi les plus élevées du monde occidental, faudra-t-il allonger la durée de cotisation ou réduire les allocations ?

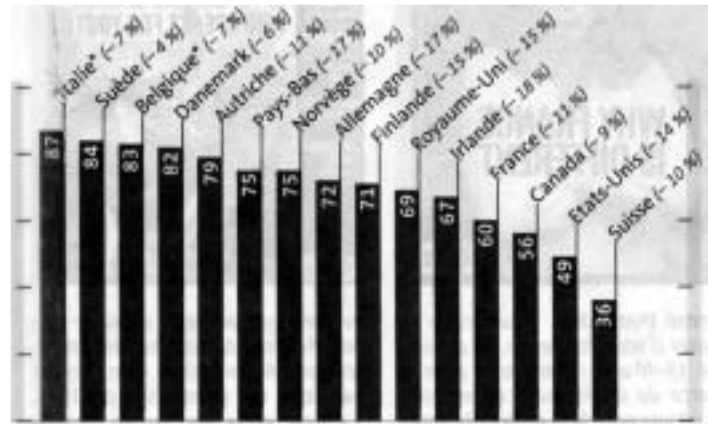
Le débat se double d'une opposition entre un secteur public, trop immobile et trop coûteux, et un secteur privé qui se sera durement adapté à la concurrence mondiale, y compris en prenant, dans le domaine des retraites, des mesures courageuses bien qu'insuffisantes. Nos leaders, à l'occasion de ce débat, sauront-ils remettre la politique en mouvement ? Faire participer les Français aux chantiers de notre temps, à la modernisation de l'État (voir le chapitre 42), à la démocratisation de la gestion des grands domaines sociaux : éducation, retraites, santé pour réduire les déchirures du tissu social ? Enfin, poursuivre la construction de l'Europe ?

1 Jacques-Alain Miller, Tombeau de l'Homme-de-gauche, *Le Monde*, 4 décembre 2002.

2 Rappelons le calcul simple du chapitre 33. Si le nombre des cotisants est égal à 1,5 fois celui des retraités, et la France va se rapprocher de cette situation, pour que la retraite moyenne égale 75% du salaire moyen, il faudrait que le travailleur abandonne la moitié de son salaire au retraité.

graphique 1 participation électorale dans les pays occidentaux

Taux de participation aux élections législatives dans la population électorale potentielle de 1993 à 1997. Évolution par rapport aux années 1960-1970. *Le Monde*, 17 avril 2002.



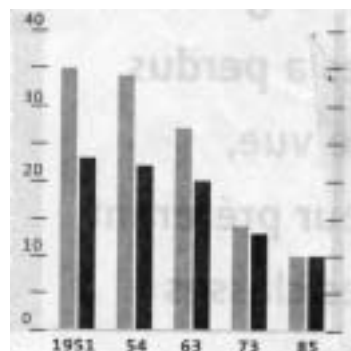
graphique 2 pourcentage d'ouvriers et employés aux congrès du PCF

Roger Martelli, *Le Rouge et le Bleu*, éditions de l'Atelier, 1995



graphique 3 pourcentage d'ouvriers et employés au sein du Ps

graphique établi par *Le Monde*, à partir des données de l'ouvrage de Roger Martelli, *op.cit.*

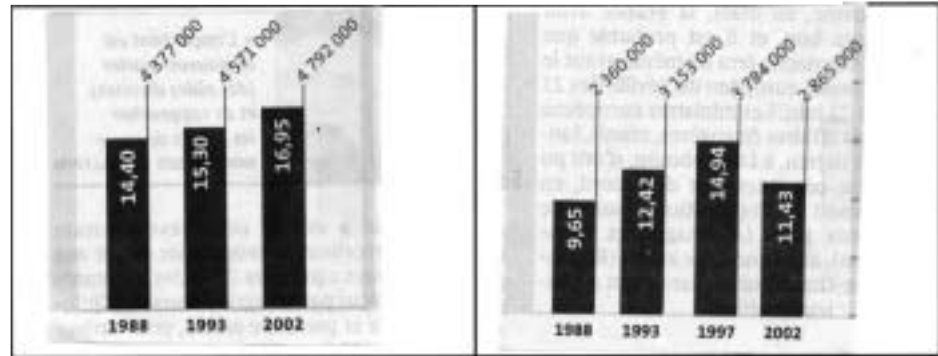


graphique 4 électeurs du Front national

Le Monde

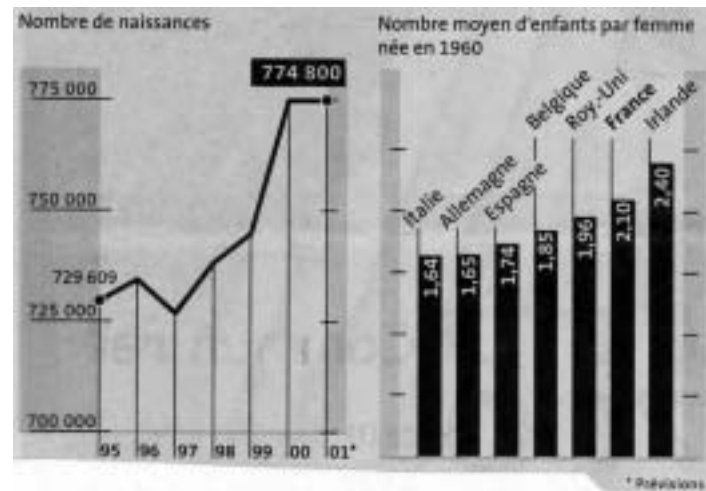
Élections présidentielles
En % et en nombre de voix

Élections législatives
En % et en nombre de voix



graphique 5 un mini boom des naissances en France

Insee, Eurostat



43.0 Résumé : après l'arrêt de la vie politique	1
43.1 Une Gauche encore divisée et toujours jacobine	3
43.2 Le retour d'une droite largement regroupée	8
43.3 Les extrêmes dans notre vie politique	10
43.3.1 Extrême-droite	10
43.3.2 Extrême-gauche	11
43.4 Un nouveau contrat plutôt qu'un vieux modèle ?	15
43.4.1 Autre contexte	15
43.4.1.1 Une France tonique	15
43.4.1.2 Autonomie et citoyenneté	16
43.4.2 Jeunes et vieux	18
Graphiques	20